

Vers un modèle territorial participatif: le rôle des acteurs dans la construction du développement local de la ville de Mehdyia Province de Kénitra

Majda MOUBTAHIJ⁽¹⁾

Madiha EL MOUAHIDI⁽²⁾

Fahd SABROU⁽³⁾

Résumé:

Le développement territorial repose sur l'interaction de plusieurs acteurs institutionnels et locaux dont la coordination constitue un enjeu majeur de gouvernance. Cet article analyse le rôle des dynamiques d'acteurs dans la mise en œuvre des politiques territoriales et leur contribution au développement local durable. L'intérêt du sujet réside dans la compréhension des mécanismes de gouvernance et des formes de coopération permettant d'améliorer l'efficacité de l'action territoriale. L'étude adopte une approche analytique fondée sur l'analyse documentaire et l'examen des dispositifs de gouvernance territoriale afin d'identifier les principaux enjeux liés à la coordination des acteurs et à la territorialisation du développement.

Mots clés: Gouvernance territoriale, Développement territorial, Acteurs territoriaux, Gouvernance locale, Dynamiques territoriales, Action publique locale, Mehdyia.

Abstract:

Regional development relies on the interaction of various institutional and local actors, and coordinating their efforts is a major governance challenge. This article analyzes the role of stakeholder dynamics in the implementation of regional policies and their contribution to sustainable local development. The significance of this topic lies in understanding the governance mechanisms and forms of cooperation that

1. Doctorante chercheuse en géographie, Laboratoire Aménagement du Territoire, Géo-environnement et développement, Faculté des sciences humaines et sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra., Maroc.

2. Doctorante chercheuse en géographie, Laboratoire Aménagement du Territoire, Géo-environnement et développement, Faculté des sciences humaines et sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra., Maroc.

3. Professeur d'enseignement supérieur, département de géographie, Laboratoire Aménagement du Territoire, Géo-environnement et développement, Faculté des sciences humaines et sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra., Maroc

can improve the effectiveness of territorial action. The study adopts an analytical approach based on literature review and an examination of territorial governance mechanisms to identify the main challenges related to stakeholder coordination and the territorialization of development

Keywords: Territorial governance - Territorial development - Territorial actors - Local governance - Territorial dynamics - Local public action - Mehdyia.

Introduction:

Depuis l'indépendance, le développement urbain au Maroc s'est appuyé sur une approche traditionnelle fondée sur la centralisation de l'État et sur le fait que celui-ci assumait presque entièrement la responsabilité de la planification, du financement et de la mise en œuvre, en tant qu'acteur principal du développement. Cependant, le début des années 1980 a été marqué par de profonds bouleversements au niveau international, notamment la fin du système de bipolarité et les efforts de l'Europe pour construire une union économique. Au milieu de ces changements, le Maroc s'est retrouvé plongé dans la crise financière et économique mondiale, ce qui l'a contraint à recourir à des emprunts extérieurs importants et à adopter des programmes d'ajustement structurel rigoureux.

Ces mutations ont conduit à une refonte en profondeur du concept de développement et de ses outils, marquant le passage d'un modèle centré sur l'État en tant qu'acteur unique à une nouvelle approche fondée sur la pluralité des acteurs et l'intégration de leurs rôles, notamment ceux de l'État, des collectivités territoriales et des organisations de la société civile, qui sont apparues comme des partenaires essentiels dans l'élaboration des politiques de développement et la relance de la dynamique locale. C'est pourquoi la concrétisation des aspirations et des ambitions de la population locale passe d'abord par une prise de conscience de ses conditions sociales, économiques et culturelles, lesquelles varient d'une commune à l'autre en fonction de leurs spécificités. Il incombe donc aux autorités centrales de partager les charges de gestion avec les communes urbaines sur les lieux mêmes de leur mise en œuvre.⁽¹⁾

1. Chbada Mostafa, 2014: Le projet urbain de la ville de Kénitra et les défis de la compétitivité territoriale, thèse de doctorat en géographie, Faculté des lettres et des sciences humaines, Université Ibn Tofail, Kénitra

1. Cadre théorique et méthodologique:

1-1. Problématique:

La ville de Mehdiya dispose d'atouts territoriaux variés, notamment sa situation côtière stratégique, ses atouts naturels et touristiques, ainsi que son capital humain et urbain, ce qui en fait un espace prometteur pour le développement territorial. Cependant, la valorisation de ces atouts reste liée à l'efficacité des interventions des acteurs territoriaux et à leur capacité à assurer la coordination et la synergie dans la gestion du territoire. Dans cette optique, l'article soulève la question du rôle de la gouvernance des acteurs territoriaux dans la mobilisation des atouts de la ville de Mehdiya et la réalisation d'un développement territorial intégré et durable, donc dans quelle mesure les interventions des acteurs locaux et leur gouvernance contribuent-elles à la mise en place d'un développement territorial intégré et durable dans la ville de Mehdiya ?

1-2. Méthodologie:

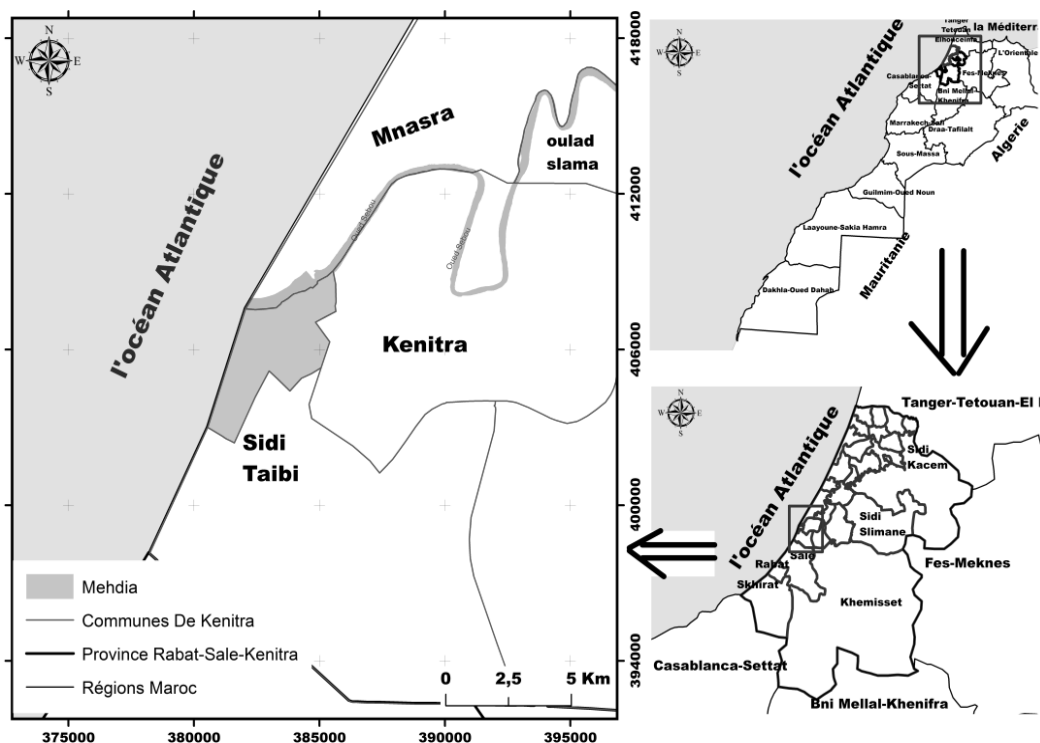
Dans toute étude géographique, la méthodologie constitue le point de départ de la recherche et implique une analyse bibliographique, l'examen des statistiques administratives et d'autres données. Sur cette base, nous nous sommes appuyés sur un ensemble de recherches, d'études et d'ouvrages (en arabe et en français) susceptibles de nous aider dans le cadre de notre sujet de recherche, et nous avons également recueilli un ensemble de données provenant de différentes sources. Parallèlement au travail bibliographique, la recherche sur le terrain constitue une source essentielle pour la collecte d'informations quantitatives et qualitatives relatives au sujet de la recherche. Conscients de l'importance du travail de terrain dans toute approche géographique, nous avons donc effectué des visites sur le terrain dans diverses institutions publiques et privées liées au sujet de travail afin de recueillir les informations et données pertinentes. Vient ensuite le travail cartographique, qui compte parmi les étapes les plus importantes de la recherche géographique. Il s'agit d'un outil essentiel utilisé pour localiser le domaine d'étude et pour représenter de manière simplifiée les différents phénomènes étudiés, facilitant ainsi leur lecture et leur analyse. Des logiciels de géoinformatique tels qu'ARCGIS ont été utilisés.

2. Présentation de la ville Mehdia

La ville côtière de Mehdia surplombe la rive gauche du fleuve Sebou à son embouchure dans l'océan Atlantique, à 70 mètres au-dessus du niveau de la mer, et fait partie de la province de Kénitra, dans la région de Rabat-Salé-Kénitra, Elle est bordée à l'ouest par l'océan Atlantique, au nord par la ville de Kénitra et la commune de Manassra, au sud par la commune de Sidi Taybi et à l'est par la ville de Kénitra.

La ville de Mehdia occupe une position stratégique en raison de sa proximité avec la capitale administrative, Rabat, et la capitale économique, Casablanca, et son ouverture sur l'océan Atlantique lui permet de s'ouvrir sur le monde extérieur, La superficie de la ville de Mehdia est estimée à 1 500 hectares ; elle est située entre les latitudes $15^{\circ}34'$ et $18^{\circ}34'$ au nord de l'équateur, et entre les longitudes $38^{\circ}6'$ et $42^{\circ}6'$ à l'ouest du méridien de Greenwich.

Carte 1: localisation de la ville de Mahdia dans son contexte régional et national



Source: Travail personnel réalisé à partir de la carte de la division régionale du Maroc de 2015.

3. La commune de Mahdia et son rôle dans le processus de développement

Le chapitre IX de la Constitution du Royaume du Maroc de 2011 a marqué un tournant décisif dans l'évolution des communes, puisqu'il a jeté les bases constitutionnelles de leur repositionnement au sein de l'architecture institutionnelle de l'État. Les lois d'application qui ont suivi sont venues préciser et détailler les dispositions de ce chapitre, tant au niveau de la structure organisationnelle que des modes de gestion et de gouvernance, renforçant ainsi leur autonomie et clarifiant leurs domaines d'intervention. En vertu de ce nouveau cadre constitutionnel et réglementaire, les collectivités territoriales ont connu des transformations qualitatives qui se sont traduites par l'élargissement de leurs compétences et l'attribution de nouvelles missions, ainsi que par l'adoption d'un ensemble de principes de gestion, tels que le principe de libre gestion, de décentralisation, de coopération et de solidarité, ce qui leur a permis de devenir un acteur territorial central et un partenaire essentiel de l'État dans la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local. Ce chapitre s'inscrit également dans le prolongement logique des dispositions du premier chapitre de la Constitution de 2011, qui a établi que l'organisation territoriale du Royaume est une organisation décentralisée fondée sur une régionalisation avancée, reflétant ainsi une orientation claire vers le renforcement de la décentralisation et la consolidation de la gouvernance territoriale. Les collectivités locales sont donc plus que jamais appelées à jouer un rôle central, aux côtés de l'État et du secteur privé, dans la réalisation du développement économique et social, ce qui les oblige à dépasser les modes de gestion traditionnels, et l'adoption d'approches modernes et efficaces en matière de gestion, fondées sur la planification stratégique, la bonne gouvernance et le principe de responsabilité et de reddition de comptes.

3-1. Les ressources humaines de la collectivité

Les ressources humaines constituent un élément essentiel et vital au sein des institutions ; la pérennité de ces dernières et la réalisation de leurs objectifs dépendent en effet de la manière dont ces ressources ont été acquises et dont elles sont exploitées. C'est pourquoi l'organisation doit veiller en permanence à ses ressources humaines et à la manière dont elle les utilise et les développe. Il est également important d'exploiter au mieux les ressources disponibles.

En effet, malgré l'importance des autres ressources de l'organisation (financières, matérielles, etc.), les ressources humaines occupent une place prépondérante dans les priorités de l'organisation, car elles constituent le pilier sur lequel repose l'organisation, du sommet de sa hiérarchie jusqu'à sa base. Elles sont chargées de la gestion de toutes les autres ressources et constituent le moteur de la créativité ainsi que la source de tout développement et changement au sein de l'organisation. Les ressources humaines sont définies comme «l'ensemble des personnes participant à la définition des objectifs, des politiques et des activités, ainsi qu'à la réalisation des tâches menées par l'organisation».⁽¹⁾

a. Le conseil communal : nombre élevé de membres et gestion défaillante

La commune est l'un des niveaux d'organisation territoriale au Maroc. L'organisation communale a connu plusieurs transformations : avant la protection, elle reposait sur le système tribal, où le pouvoir appartenait à la tribu, qui gérant ses affaires locales en s'appuyant sur les coutumes. Ce système a perduré jusqu'à l'arrivée du colonisateur français, qui a tenté de briser cette organisation tribale et d'étendre son contrôle sur le territoire marocain dès la signature du traité de protection à Fès en 1912.

Il a ensuite mis en place une série d'organismes visant à orienter et à contrôler l'administration marocaine, ainsi que plusieurs autres instances dirigées par des cadres français et veillant à l'application de ses orientations et de sa politique coloniale. Il a également veillé à la promulgation d'une série de textes législatifs et réglementaires ainsi que de décisions administratives, parmi lesquels le dahir royal du 18 avril 1917 relatif au régime municipal, qui constitue le cadre d'organisation des conseils municipaux.

Les collectivités territoriales marocaines sont récemment devenues l'un des principaux acteurs des interventions publiques dans les différents aspects de la vie publique de l'État. Cette importance n'est pas le fruit du hasard ni d'un vide, mais elle est le résultat naturel d'évolutions dictées par des circonstances et des réalités particulières qui ont donné naissance à des collectivités territoriales proactives, dynamiques, efficaces et soucieuses de la gestion des affaires publiques locales. Parallèlement à ces évolutions,

1. Hassan Ibrahim Balout (2002), La gestion des ressources humaines dans une perspective stratégique, Dar al-Nahda al-Arabiya, Liban, p. 17.

les collectivités territoriales continuent de faire face à de nombreuses contraintes et à de profondes difficultés résultant de facteurs interdépendants et complexes.⁽¹⁾

Les ressources humaines de la commune de Mehdia constituent un élément essentiel de la gestion des affaires locales et de la mise en œuvre des programmes de développement territorial, grâce à leur contribution à la planification, à l'encadrement et à la réalisation des projets de développement. De même, les compétences administratives et techniques jouent un rôle central dans l'amélioration de la qualité des services communaux et le renforcement de l'efficacité de la gouvernance territoriale. Cependant, cette ressource est confrontée à une série de défis liés à la qualification, à la formation et à la gestion des compétences, ce qui affecte l'efficacité de l'action territoriale et la réalisation d'un développement local durable.

b. Les ressources financières de la commune

Conformément à la Constitution de 2011, l'organisation administrative du Royaume repose sur la décentralisation et la régionalisation avancée, à travers les régions, les provinces, les provinces autonomes et les communes, considérées comme des personnes morales soumises au droit public et jouissant de la personnalité juridique ainsi que de l'autonomie administrative et financière, leurs organes étant élus de manière démocratique. Ces communes exercent des compétences propres relatives aux services publics locaux, ainsi que des compétences qui leur sont déléguées par l'État en contrepartie du transfert des ressources financières nécessaires. Elles ont également le droit d'exprimer leur avis et de proposer des initiatives sur les questions qui les concernent.⁽²⁾

Dans ce contexte, la commune de Mehdia dispose de ressources propres qui constituent un pilier essentiel pour atteindre l'autonomie financière souhaitée, et si les recettes fiscales constituent la ressource principale, il existe des ressources propres tout aussi importantes en termes de potentiel pour influencer l'activité financière et l'économie locale ; elles constituent d'une part une source de financement grâce aux

1. Zrouk, Hakim (2019), «La bonne gouvernance et le rôle des conseils communaux dans la gestion durable : le cas des communes de Beni Drar, Afir et Saïdia», Revue de l'aménagement et du territoire, p° 4

2. Rapport annuel de la Cour des comptes pour l'année 2015, Finances des collectivités locales, p. 37.

ressources et aux bénéfiques qu’elles génèrent pour la commune, et d’autre part un capital foncier et économique permettant de réaliser et d’orienter le développement local, Compte tenu de la transformation qu’a connue la commune, marquée par l’augmentation de sa population, l’évolution de sa structure démographique et son influence par son environnement géographique en raison de sa proximité avec les principaux pôles de la région de l’Ouest, et donc de l’alourdissement de ses charges, la commune est désormais tenue de développer ses ressources financières à un rythme correspondant à l’augmentation des besoins exprimés par la population, sans laisser place à aucun déséquilibre dans les équilibres financiers du budget entre les recettes et les dépenses, même si cela implique de recourir à des ressources externes ou exceptionnelles, telles que des emprunts ou autres, Par financement local, nous entendons «l’ensemble des ressources financières disponibles pouvant être mobilisées à partir de différentes sources pour financer les programmes de ce plan, conformément aux exigences du développement local de la commune, de manière à atteindre les taux de développement les plus élevés dans l’histoire de la gestion communale de la commune de Mehdia, et à assurer la cohérence et l’harmonie entre les politiques et programmes sectoriels, les décisions et les orientations stratégiques locales».⁽¹⁾

Dans le même ordre d’idées, les ressources propres proviennent essentiellement de la part de la collectivité locale dans la taxe sur la valeur ajoutée, des recettes fiscales locales et des biens communaux, comme le montrent les tableaux et graphiques suivants :

**Table 1: Évolution du budget de la commune de Mahdia
entre 2022 et 2027, en dirhams**

Années	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Somme du budget	35860897	36415360	37010000	37260000	37500000	37500000

Source: Plan d’action de la commune Mehdia 2022-2027.

Le tableau montre que le budget de la commune dépend fortement des transferts de l’État, notamment de la part de la taxe sur la valeur ajoutée qui constitue sa principale

1. Plan d’action de la commune Mehdia 2022-2027.

source de revenus, ainsi que de la redevance sur les services communaux et de la taxe professionnelle, tandis que les ressources issues des redevances et des impôts locaux restent faibles et nécessitent une mobilisation globale des cadres travaillant dans ce domaine ainsi que des acteurs locaux afin de sensibiliser à l'importance de promouvoir une culture de la contribution citoyenne aux efforts de développement local, en instaurant un comportement fiscal fondé sur l'adhésion aux procédures et aux objectifs pour lesquels ces redevances ont été mises en place.

**Table 2: Évolution du montant de l'excédent de Mehdia
entre 2016 et 2021, en dirhams**

Années	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Excédents réalisés	4902450,6	5788399,3	7767886,6	5802127,5	3566552,5	8647385,6

Source: Plan d'action de la commune Mehdia 2022-2027.

L'analyse de l'évolution de l'excédent de la commune de Mehdia entre 2016 et 2021 révèle une courbe fluctuante qui reflète l'influence du cycle économique général sur les finances locales. Après une phase de croissance ascendante notable qui a atteint son premier pic en 2018 avec environ 7,76 millions de dirhams, la commune a connu une forte contraction en 2020 (l'année de la pandémie), l'excédent ayant chuté à son niveau le plus bas (3,56 millions de dirhams) en raison de la récession économique et de la réorientation des dépenses vers la gestion de la crise. L'année 2021 a toutefois démontré une capacité exceptionnelle à se redresser rapidement, la commune ayant enregistré son excédent historique le plus élevé pour cette période, soit 8,64 millions de dirhams, ce qui représente une croissance de plus de 142 % par rapport à l'année précédente. Cela témoigne de la reprise de l'activité commerciale et immobilière dans la région ainsi que du règlement de certains arriérés fiscaux.

D'un point de vue structurel, ces chiffres reflètent la capacité de la commune à générer des ressources propres supérieures aux coûts de fonctionnement, ce qui renforce l'«autofinancement» destiné à la deuxième partie du budget consacrée à l'équipement et à l'investissement. L'alternance entre années de prospérité et de crise impose au gestionnaire local d'adopter une politique de prudence fondée sur la rationalisation

des dépenses courantes et l'élargissement de l'assiette fiscale afin de garantir la stabilité des excédents. L'atteinte d'un plafond de 8,6 millions de dirhams en 2021 constitue un pilier essentiel pour la mise en œuvre des programmes d'action de la commune (2022-2027), ces excédents réalisés offrant une marge de manœuvre importante pour emprunter ou conclure des partenariats d'investissement majeurs visant à renforcer les infrastructures et les équipements socio-économiques de la ville de Mehdiya.

3-2. Stratégies d'intervention pour favoriser le développement de la commune de Mehdiya

Les documents d'urbanisme constituent l'outil central utilisé par l'État pour intervenir dans la production de l'espace urbain et orienter sa structuration. Ils constituent en effet un moyen stratégique pour réguler les dynamiques d'expansion urbaine et contrôler les modes d'utilisation des sols. Ces documents représentent également un cadre juridique de référence pour l'aménagement urbain, qui définit les grands choix d'aménagement du territoire et encadre les interventions des différents acteurs publics et privés. À ce titre, elles jouent un rôle essentiel dans l'organisation de l'exploitation des sols urbains et garantissent leur utilisation rationnelle et équilibrée, de manière à répondre aux besoins actuels tout en tenant compte des exigences de durabilité à court et à long terme.⁽¹⁾

La commune de Mehdiya occupe une position stratégique privilégiée au sein du territoire de la région de Rabat-Salé-Kénitra, ce qui en fait un pôle prometteur doté d'atouts naturels, touristiques et économiques considérables. Cependant, la réalisation d'un véritable essor de développement dans cette commune ne se limite pas à la seule disponibilité des ressources, mais nécessite l'élaboration de stratégies d'intervention rigoureuses, capables d'absorber la pression démographique croissante et de dépasser le caractère saisonnier qui caractérise l'activité économique locale. Dans ce cadre, l'approche suivante vise à mettre en lumière les mécanismes d'intervention nécessaires pour transformer la Mehdiya d'un simple lieu de villégiature saisonnière en une ville durable et productive, alliant l'attrait du territoire à la qualité de vie de ses habitants.

1. Abderrahmane El Bakrioui (1993), La reconstruction entre centralisation et décentralisation, Société marocaine d'impression et d'édition, première édition, p. 33.

La commune de Mehdia est un exemple typique de ces territoires en pleine mutation, tiraillés entre leur caractère traditionnel de village de pêcheurs et de station balnéaire, et leur ambition de devenir une ville moderne dotée de services complets. Face à ce défi, il apparaît urgent d'adopter des stratégies d'intervention efficaces et globales. Les stratégies proposées visent à valoriser les atouts maritimes et forestiers de la région et à remédier aux déséquilibres urbains, afin de parvenir à un développement local global garantissant la durabilité environnementale et le bien-être social de la population.

a. SDAU du Grand Kenitra et ses périphériques 2010-2030

La commune de Mehdia s'inscrit dans la vision stratégique globale du projet «Grand Kenitra», où elle n'est plus considérée dans les documents d'urbanisme, et notamment dans le schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU), comme une unité territoriale isolée, mais comme un élément vital qui s'intègre fonctionnellement et spatialement au pôle urbain de la ville de Kénitra. Cette orientation repose sur le principe de «l'intégration fonctionnelle», la Mehdia jouant le rôle de «poumon vert et de poumon touristique» de cet immense agglomération urbaine, en offrant l'espace récréatif et écologique nécessaire à la population de l'ouest.

Kénitra joue quant à elle le rôle de pôle administratif et industriel, créant ainsi une dynamique urbaine unifiée visant à renforcer l'attractivité concurrentielle de l'ensemble du territoire.

D'autre part, cette intégration stratégique vise à absorber la pression démographique croissante et l'expansion urbaine rapide que connaît la région, en orientant l'expansion résidentielle vers Mehdia selon des règles juridiques strictes garantissant qu'elle ne se transforme pas en une simple «ville-dortoir» informelle. Cette approche se traduit par le renforcement du réseau routier et des infrastructures reliant les deux villes afin de réduire les disparités territoriales et d'assurer la fluidité des déplacements, dans le but de transformer la Mehdia d'une simple annexe balnéaire saisonnière en un pôle urbain durable et en activité permanente, contribuant ainsi à alléger la charge pesant sur le centre de Kénitra et à assurer un équilibre dans la répartition des équipements et des services au niveau du «Grand Kénitra».

ait été lancée dès le milieu des années 90, sa mise en œuvre n'a eu lieu qu'en décembre 2003 (Programme d'aménagement du centre de Mehdia), ce qui l'a rendu relativement dépassé compte tenu de son appui sur des données statistiques datant de 1994, dans un contexte marqué par des mutations démographiques et spatiales accélérées. En conséquence, Mehdia ne s'est pas imposée comme un ensemble urbain intégré offrant des modes d'habitation mixtes et cohérents pour les différentes catégories sociales dans un cadre d'harmonie fonctionnelle et spatiale, mais s'est transformée en un tissu urbain fragmenté, constitué de lotissements dispersés et d'ensembles manquant parfois de cohésion structurelle.

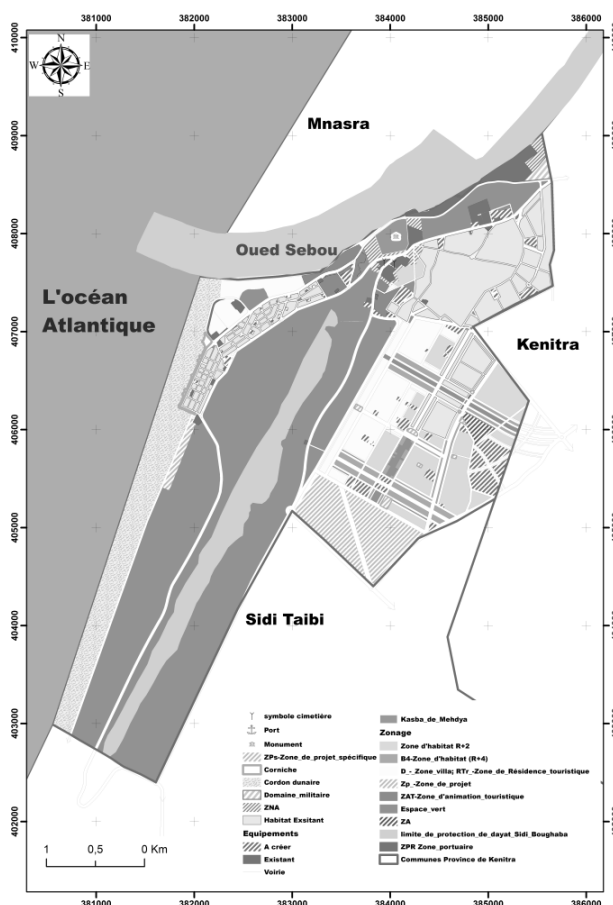
L'année 2018 a marqué un tournant dans l'histoire de l'urbanisme de la commune de Mehdia, marquée par la validation officielle du nouveau plan d'aménagement et sa publication au Journal officiel, mettant ainsi fin à une longue période de travail avec des documents obsolètes qui ne suivaient pas les transformations rapides de la région. Ce plan est considéré comme la «constitution urbaine» de la ville, Il apporte le cadre juridique et technique nécessaire à l'aménagement du territoire, met fin à l'étalement urbain anarchique et inaugure une nouvelle ère de planification rationnelle visant à concilier la pression démographique en provenance de Kénitra avec les spécificités touristiques et environnementales de Mehdia.

Au niveau des orientations stratégiques, le plan d'aménagement accorde une priorité absolue au renforcement de l'identité touristique de la ville, à travers la réorganisation du front de mer (le corniche) et la délimitation de zones spécifiques destinées à l'investissement touristique et hôtelier, selon des règles architecturales garantissant l'esthétique du paysage urbain. Il a également accordé une attention particulière au patrimoine historique que représente la Kasbah de Mehdia, en imposant des restrictions strictes à la construction dans son périmètre afin de protéger son caractère archéologique, tout en encourageant les projets de tourisme culturel qui valorisent ce patrimoine et l'intègrent dans le circuit économique de la ville.

En ce qui concerne l'aménagement du logement et la maîtrise de l'expansion urbaine, le plan a adopté un mécanisme de «zonage» précis pour distinguer les zones de logement individuel (villas) des zones de logement collectif (immeubles), dans le but de contrôler la densité de population et d'éviter la surpopulation. Le point le plus marquant dans ce

cadre est sans doute l'attribution d'un espace important aux zones de «restructuration», ce qui a permis à la commune et à l'agence urbaine d'intervenir légalement dans les quartiers mal équipés pour les doter de réseaux routiers et d'assainissement, et de régulariser la situation juridique de leurs bâtiments, ce qui a constitué une solution radicale au problème du logement informel qui préoccupait tant les habitants que les responsables.

Carte 3: Plan D'Aménagement Mehdia 2018



Source: Travail personnel réalisé à partir de la carte de la division régionale du Maroc de 2015.

Le projet de 2018 n'a pas négligé la dimension environnementale sensible de la région : il a prévu des zones tampons et protégées autour du lac Sidi Boughaba et de la forêt de Maamoura, empêchant ainsi l'expansion du béton afin de préserver

l'équilibre écologique, Parallèlement, le projet a prévu des espaces immobiliers dédiés aux équipements publics indispensables, tels que des écoles, des dispensaires et des espaces verts, ainsi qu'un réseau routier structuré pour relier les deux parties de la ville (la plage et la casbah) et faciliter la circulation estivale, ce qui reflète une vision globale intégrant les infrastructures au cœur de l'urbanisme.

L'approbation de ce plan a eu un impact économique et de développement immédiat, qui s'est traduit par la levée des obstacles à l'investissement et l'ouverture de la voie à l'octroi de permis pour des projets en suspens depuis des années en raison de l'absence de cadre juridique, Cela a contribué à la reprise du marché immobilier et à la hausse de la valeur des terrains, ce qui a renforcé les ressources financières de la commune et lui a permis de programmer de nouveaux projets de développement. Grâce au document de 2018, Mehdia est ainsi passée du statut de simple station balnéaire saisonnière à celui de ville prometteuse dotée des atouts d'une ville durable.

3-3. Vers une gouvernance locale participative dans la ville de Mehdia

L'adoption d'une gouvernance territoriale participative constitue l'un des axes fondamentaux pour renforcer le développement local dans la ville de Mehdia, notamment compte tenu de la multiplicité des acteurs et de l'intensification des défis liés à la gestion territoriale et aux mutations urbaines accélérées. En effet, le succès des projets de développement n'est plus uniquement lié aux moyens matériels et institutionnels, mais dépend désormais de la capacité des différents acteurs à se coordonner, à coopérer et à associer la population à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques locales, Dans cette optique, la construction d'un modèle territorial participatif à Mehdia nécessite l'adoption d'une vision intégrée fondée sur la valorisation des atouts locaux, le renforcement de la gouvernance territoriale et la mise en œuvre d'un développement plus durable et plus efficace.

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance territoriale participative dans la ville de Mehdia, il apparaît essentiel de valoriser les ressources territoriales, considérées comme un levier fondamental pour parvenir à un développement local durable, et ce grâce à un ensemble de mécanismes d'intervention axés sur les atouts naturels, économiques et humains du territoire.

Table 3: Méthodes de valorisation des ressources locales
dans la ville de Mahdia

Ressources locales	Moyens de valorisation	Acteurs	Impacts locaux attendus
Valorisation Economique	Economie bleue	Commune, investisseurs, coopératives maritimes, associations locales	Création d'emplois
	Modernisation du secteur de la pêche		Diversification des sources de revenus de la population
	Attirer les investissements		Valorisation des investissements et attractivité grâce à la proximité de Kénitra et de Rabat
Valorisation Touristique	Tourisme côtier	Commune, investisseurs, acteurs touristiques	Attractivité territoriale
	Tourisme écologique		Dynamisation économique
	Front de mer		
Valorisation environnementale	Valorisation des paysages	Communauté locale, associations environnementales	Développement Durable
	Eco-tourisme		Protection des ressources naturelles
	L'aménagement environnemental		
Valorisation culturelle et patrimoniale	Valorisation du patrimoine	Ministère de la Culture, associations	Renforcer l'identité territoriale de Mehdia
	Circuit Culturelle		
	Animation culturelle		
Gouvernance et intelligence territoriale	Plateformes numériques	La collectivité locale, les acteurs institutionnels	La transition vers une ville intelligente et durable
	Système d'information Géographique		
	Gestion intelligente		

Source: travail personnel basé sur le diagnostic territorial de la ville de Mehdia et sur des recherches de terrain.

Il ressort donc de l'analyse des ressources territoriales de la ville de Mehdiya qu'elle dispose d'un ensemble d'atouts variés, tels que les atouts naturels représentés par le littoral, l'embouchure du Sebou, la réserve naturelle de Sidi Boughaba, et les atouts économiques (pêche maritime, commerce et tourisme), ainsi que les atouts culturels que sont l'histoire de la ville de Mehdiya et la Kasbah de Moulay Ismaïl, témoins de cette histoire séculaire. Ces atouts confèrent à la ville de Mehdiya d'importantes possibilités de développement, à condition toutefois qu'ils soient valorisés de manière intégrée et efficace afin de permettre une véritable transition vers le développement territorial.

Une étude sur la valorisation des ressources territoriales de la ville de Mehdiya a montré que l'économie bleue constitue un axe essentiel dans l'exploitation des ressources côtières et maritimes. De plus, la proximité de Mehdiya avec des grandes villes telles que Kénitra et Rabat lui permet d'attirer des investissements privés pour moderniser le secteur de la pêche maritime et dynamiser les secteurs du tourisme et des services. De même, la valorisation des atouts environnementaux contribuera à la protection de l'écosystème côtier et à la garantie de la durabilité des ressources, tandis que la valorisation des ressources culturelles renforcera l'attractivité territoriale de Mehdiya et consolidera l'identité territoriale.

Malgré ces atouts dont dispose Mehdiya, l'efficacité de la valorisation des ressources est liée à un ensemble de défis, dont les plus importants sont l'amélioration de la gouvernance territoriale, la coordination entre les acteurs territoriaux, et la modernisation des mécanismes de gestion et d'administration par l'adoption d'une approche innovante, par conséquent, la valorisation des ressources territoriales à Mehdiya ne se limite pas à l'exploitation économique, mais nécessite une démarche intégrée fondée sur la réalisation d'un développement durable et équilibré, ouvrant la voie à la transition vers un modèle urbain très évolué. La valorisation territoriale ne se limite plus aux anciennes approches, mais nécessite désormais l'intégration d'approches innovantes telles que les systèmes d'information géographique et la numérisation des services publics, afin d'améliorer la qualité des infrastructures et des services de base et de faciliter les interventions sur le terrain.

Le modèle de la ville intelligente constitue donc un prolongement stratégique de la valorisation des ressources territoriales, en tant que cadre moderne visant à développer la gestion territoriale à Mehdiya, à renforcer la durabilité et à renforcer l'attractivité territoriale de la ville de Mehdiya.

Conclusion:

L'analyse des différents mécanismes de valorisation des ressources territoriales de la ville de Mehdiya montre l'importance d'adopter une approche intégrée fondée sur une coordination efficace entre les différents acteurs territoriaux, étant donné que la diversité des atouts locaux constitue un levier essentiel pour renforcer le développement local. Cependant, l'exploitation de ces potentiels reste subordonnée à la capacité des acteurs à mettre en place une gouvernance territoriale efficace et participative garantissant la cohérence et l'intégration des interventions. Cette voie se heurte toutefois à plusieurs défis, parmi lesquels figurent notamment la faiblesse de la coordination institutionnelle, la limitation des ressources financières et l'intensification des pressions liées à l'expansion urbaine. Par conséquent, la transition vers un modèle territorial participatif et durable à Mahdia nécessite l'adoption d'une vision stratégique claire, fondée sur le renforcement de la participation citoyenne, la valorisation équilibrée des ressources locales et le renforcement des mécanismes de gouvernance territoriale.

Bibliographie:

- Adidi Abdelaziz et autres, 2019, Tournants et Tourments De La Planification Urbaine Au Maroc: Pour Quels Devenir ?
- BAHI Hassan et autres Habitat Clandestin au Maroc», 1986, C.N.C.S.P.R.T, Groupe A.S.U, Architecture et sciences urbaines.
- BELFQUIH M.,1978, Urbanisation, réseaux urbains et régionalisation au maghreb, L'espace péri-urbain d'une capitale : la région au sud-ouest de rabat, CNRS, Tours, centre interuniversitaire d'études méditerranéennes, Poitiers.
- CASTELLS Manuel (1977), «La question urbaine », nouvelle édition, François Maspero, Paris, France.
- Catherine Nguyen, 2017: LE GUIDE PRATIQUE DE LA SMART CITY, Smart City Institute, HEC Liège, Université de Liège.
- DUHAMEL Philippe, 2018, géographie du tourisme et des loisirs: dynamiques, acteurs, territoires, Armand Colin, France.
- HOC, Jean Michel, et AMALBERT, René, diagnostic et prise de décision dans les situation dynamique, collections psychologie française. N° 39. 1994.
- Jean-François Troin, 1977, Essai méthodologique pour une étude des petites villes en milieu sous- développé les Structures commerciales urbaines du nord marocain .Annales de géographie n 441.
- LOZATO-GIOTART Jean Pierre, 2008, géographie du tourisme: de l'espace consommé à l'espace maitrise, 2éme édition, Pearson Education, Montreuil, France.
- ROCHEFORT M, 1976, Les Activités Tertiaires: Leur rôle dans l'organisation de l'espace- Forme de relations entre les activités tertiaires et organisation de l'espace Tome 2. Paris.
- ROCHEFORT Michael, 1967, Les Activités Tertiaires: Leur rôle dans l'organisation de l'espace- Forme de relations entre les activités tertiaires et organisation de l'espace Tome 1. Paris.
- ROULXEL. Françoise, et RIST. Dominique. Le développement durable, approche dans les diagnostics territoriaux, collection du CERTU, dossier N° 105. Lyon 2000
- SAIGH Boustia Rachida, 2003, le tourisme durable: réalités et perspectives marocaines et internationales, Centre de Recherche sur les Cultures Maghrébines, Marrakech, Maroc.
- Société Générale des Travaux Marocaines «projet de la Nouvelle Station Touristique de Mehdiya: Plan Biladi: Etude d'impact sur l'environnement » 2012
- TOURJANSKY - CABART L, 1996. Le développement économique local , que sais - je ? et: PUF.
- TREMBLAY SOLANGE, 2007 (DIRECTION), développement durable et communication au - delà des mots, pour un véritable engagement. Presses de l'université du Québec.
- Virgile LAUTIER et François VARIN (2007), Le développement durable et l'urbanisme

- commercial. Direction du commerce et de la construction, Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Montréal, Québec
- Boujrouf Said, 2005, Tourisme et Aménagement du territoire au Maroc: quels agencements ?, Téoros, Revue de recherche en Tourisme, n° 2, pp 12-19.
 - Chaboud Christian (2002), Valorisation de la biodiversité et écotourisme : une approche critique, Communication à la Conférence internationale de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences de Madagascar, Fianarantsoa, octobre 2013
 - HARFOUCHE Basseme, 2007 : «Le Marketing territorial, un outil du développement économique local?», compte rendu présenté au forum régional sur l'enjeu de l'aluminium au Saguenay-Lac-Sain-Jean, Québec.
 - M'hamed Boudouah, El Bouzidi Amine, 2016, l'aménagement du territoire, facteur du développement économique et social marocain, entre l'héritage et la globalisation économique, Revue Espace Géographiques et Sociétés Marocaine n 15, pp 123-136.
 - Aghad Mohamed :2015 Kasabah de Mehdi-Kénitra Etat des lieux et Essai de restitution en 3D, mémoire pour l'obtention du diplôme du Master faculté des lettres et de sciences humaine ibn Tofail.
 - Berriane Mohammed, 1989, Tourisme National et Migrations de loisirs au Maroc: étude géographique, thèse de l'obtention du doctorat d'état en géographie, université François Rabelais de géographie aménagement, tours, France.
 - El Maoula El Iraki Aziz, 1999, petites villes et villes moyennes: état, migrants et élites locales, thèse de l'obtention du doctorat en lettres et sciences humaines option géographie, universités de Paris I, France.
 - Laplanche Léon-Henri, «Kénitra (Ex Port Lyauté): Historique de la ville européenne sous le Protectorat Français 1911-1956, recherches fondées, en partie, sur des témoignages », mémoire pour obtention de maîtrise en Histoire, Université Jean-Moulin Lyon III, France.
 - Loubet France, 2008, analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux, thèse de l'obtention du doctorat en sciences économiques, universités de Grenoble, France.
 - MOURAD Abderrafia, 2014, Urbanisation aménagement et développement d'un centre périphérique de rabat : Ain Aouda, Thèse de Doctorat.
 - Mzibra Abdeslam, 1996: Centre littoraux et aménagement: cas de MEHDYA, mémoire de 3^{ème} cycle pour l'obtention du diplôme des études supérieures en aménagement et urbanisme, INAU, Rabat.
 - Samir el alloussi, 2002, Enjeux et acteurs dans la régularisation d'un quartier clandestin: cas de mehdi casbah, , mémoire de 3^{ème} cycle pour l'obtention du diplôme des études supérieures en aménagement et urbanisme, INAU, Rabat.